

Conseil Municipal

24 février 2017



L'an deux mille dix-sept, le 24 février, à 19h20, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Valérie BRARD-TRIGO, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Sébastien PERE, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC,

POUVOIRS : Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE donne pouvoir à Madame Christine ROYER, Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir à Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Aymeric DUVAL donne pouvoir à Monsieur Sébastien PERE (jusqu'à 20 h 10), Monsieur Didier FERJOUX donne pouvoir à Madame Françoise DEBIN, Monsieur Jean-François GERMON donne pouvoir à Monsieur Pierre BREMOND, Monsieur Laurent POUPIN donne pouvoir à Madame Laetitia BOURSIER, Madame Anne VERMOTE donne pouvoir à Monsieur Patrick SITAUD

Absent :

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

Ordre du jour :

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 27 janvier 2017

- 1- contrat de ruralité dossier Centre Bourg
- 2- Demande subvention dans le cadre du dispositif Activ – Conseil Départemental
- 3- Indemnités du comptable public
- 4- Renégociation du prêt souscrit en 2010 pour la restructuration de l'école Paul-Emile Victor et les travaux de la salle polyvalente
- 5- Convention de servitude au profit d'ENEDIS
- 6- Conventions de servitudes Rue de l'église
- 7- Convention de prestation transitoire de services entre Grand Poitiers Communauté d'agglomération et les communes de l'ancien Val Vert du Clain donc la commune de DISSAY.
- 8- Tarifs du camping

Questions diverses :

- Planning élections

§1- Approbation du procès-verbal de la séance de conseil du 27 janvier 2017

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité sans observation.

§2 - Délibérations**Délibération n°1 du 24/02/2017 : contrat de ruralité dossier « revitalisation du bourg Ancien »**

Le Maire présente aux membres du conseil l'estimatif pour le projet « Revitalisation du bourg ancien » qui servira de base à la consultation pour le recrutement de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Ce projet est éligible à une aide financière au titre du contrat de ruralité signé entre la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers et l'Etat.

Le plan de financement s'établit de la façon suivante

Dépenses HT	Recettes	
Coût d'opération 2 172 500	DETR 6.9%	150 000.00
	Contrat de ruralité 30%	651 750.00
	Fonds propres 63.10%	1 370 750.00

Après délibération, le conseil décide de :

- lancer l'opération « revitalisation du bourg ancien » pour un démarrage de travaux courant du dernier trimestre de l'année 2017.
- lancer de la consultation de maîtrise d'œuvre
- solliciter l'octroi d'une subvention au titre du contrat de ruralité

Adopté

Délibération n°2 du 24/02/2017 : Demande subvention dans le cadre du dispositif Activ – Volet 3 – pour des travaux au sein de l'école Paul-Emile VICTOR (PEV)

Le conseil départemental a validé le principe d'allouer à la commune la somme de 38 400 € pour l'année 2017, au titre du dispositif Activ- volet 3.

Monsieur le Maire propose de déposer un dossier comprenant le changement des huisseries d'une partie de l'école élémentaire Paul-Emile VICTOR, l'isolation du bureau des maitres, mise en peinture d'une classe et changement des huisseries de la médiathèque.

Le projet se décompose ainsi :

DEPENSES	RECETTES
Pour une classe - Vidéo 2 670.00 - Electricité 2 100.00 - Peinture 5 300.00 Pour l'école : - Huisseries PEV côté droit 41 522.32 - Isolation bureau 6 020.00 - Isolation des combles 650.00 Pour la médiathèque - Huisseries médiathèque 3 500.00	Activ 62.17% 38 400.00 Fonds propres 37.83% 23 362.32
TOTAL 61 762.32	TOTAL 61 762.32

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à déposer un dossier auprès du Conseil Départemental pour le financement des travaux, prévus à l'école élémentaire Paul-Emile VICTOR.

Adopté

Arrivée de Aymeric DUVAL à 20 h 10

Délibération n°3 du 24/02/2017 : indemnités du comptable public

Monsieur le Maire rappelle qu'en application des dispositions de l'article 97 de la loi 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, du décret n°82-979 du 19 novembre 1982, précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités aux agents des services déconcentrés de l'Etat, un arrêté interministériel du 16 décembre 1983 prévoit les modalités d'attribution de l'indemnité de conseil aux comptables du trésor.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- de ne pas allouer d'indemnité au comptable public pour la durée du mandat,
- de verser, en contrepartie, la somme de 500€ à l'association des Restos du Cœur.

Adopté

Délibération n°4 du 24/02/2017 : renégociation du prêt souscrit en 2010 pour la restructuration de l'école Paul-Emile Victor et les travaux de la salle polyvalente

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le projet d'avenant au contrat de crédit souscrit le 19/08/2010 pour financer les travaux de l'école Paul-Emile Victor et de la salle polyvalente pour un montant de 3 000 000.00€, d'une durée de 300 mois, remboursable en 4 échéances trimestrielles de 27 750.00€ et 96 échéances trimestrielles de 47 287.24€, avec un taux d'intérêt fixe de 3.7%.

Après renégociation, la Banque populaire propose un taux variable calculé sur l'indice Euribor 3 mois Flooré majoré de 1,6%. A titre indicatif, les nouvelles échéances trimestrielles s'élèveraient à 39 413.53€ représentant une économie de 7874.00€ par échéance.

Après délibération, le conseil décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant au contrat et tous les documents afférents à ce dossier

Adopté

Délibération n°5 du 24/02/2017 : Convention de servitude au profit d'ENEDIS

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la demande d'ENEDIS d'occuper un terrain de 12 m2 cadastré ZI10 sur lequel est installé un ouvrage électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité. L'ouvrage d'électricité et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par ENEDIS. Cette convention serait conclue pour la durée des ouvrages et de ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Après délibération, le conseil décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique

Adopté

Délibération n°6 du 24/02/2017 : Conventions de servitudes Rue de l'église

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal la nécessité de valider, par acte authentique, les conventions de servitudes pour la pose de lanternes avec les riverains de la Rue de l'église.

Ces documents interviennent dans le cadre de l'opération d'enfouissement des réseaux d'électricité, d'éclairage public et de téléphone de la rue de l'église. Les frais sont à la charge de la commune.

Les propriétaires des parcelles suivantes sont concernés :

- AX N°146 276 Rue de l'église
- AX N°203 352 Rue de l'église
- AX N°142 386 Rue de l'église
- AX N°90 , Rue de l'église

Après délibération, le conseil décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes authentiques afférents

Adopté

Délibération n°7 du 24/02/2017 : Convention de prestation transitoire de services entre Grand Poitiers Communauté d'agglomération et les communes de l'ancien Val Vert du Clain donc la commune de DISSAY .

La loi NOTRe du 7 août 2015 permet à Grand Poitiers, actuellement constitué en communauté d'agglomération, de devenir une communauté urbaine et renforcer ainsi sa place au sein de la région Nouvelle-Aquitaine.

Un préalable à cette démarche consiste à exercer sur le territoire toutes les compétences obligatoires d'une communauté urbaine.

En 2016, une délibération proposant la modification des statuts de l'ancien Grand Poitiers a été prise au conseil communautaire le 12 février 2016. Après avis des communes, un arrêté préfectoral n°2016 – D2/B1-015 du 9 juin 2016 a entériné cette modification statutaire, avec une prise d'effet au 1er juillet 2016. Les compétences voirie et éclairage public étaient concernées par ces modifications et ont été transférées à l'ancien Grand Poitiers.

Des conventions de prestation transitoire de services entre l'ancien Grand Poitiers et ses 13 communes membres ont été signées pour assurer la continuité du service public de la voirie et de l'éclairage public à compter du 1er juillet 2016 et jusqu'au 31 décembre 2017. Ces conventions ont été transférées de plein droit à Grand Poitiers Communauté d'agglomération, nouvel EPCI créé le 1er janvier 2017 et restent valables jusqu'au 31 décembre 2017.

Le 1er janvier 2017, un nouvel EPCI, Grand Poitiers Communauté d'agglomération a été créé par arrêté préfectoral n°2016 – D2/B1-036 du 6 décembre 2016. Il est composé de 40 communes et est issu de la fusion de l'ancienne communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, de Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde.

Les communautés de communes du Pays Mélusin, de Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et les communes de la communauté de communes du Pays Chauvinois exerçaient toutes, de manière différente selon la définition de l'intérêt communautaire proposée dans leurs statuts respectifs, des compétences en matière de voirie et/ou d'éclairage public, en régie directe, par voie de convention avec les communes ou par l'intermédiaire de syndicats mixtes.

Le 17 février 2017, pour permettre la transformation effective de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en communauté urbaine au cours du 1er semestre 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération étend, par voie de délibération, à l'ensemble de son nouveau territoire, les compétences obligatoires d'une communauté urbaine ainsi que certaines compétences facultatives.

Pour permettre la continuité du service public et pour se laisser le temps de réflexion nécessaire à la mise en place d'une organisation cohérente et efficiente sur le territoire, notamment par la création de centres de ressources, conformément aux articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des collectivités territoriales, il est proposé, pour l'exercice temporaire des compétences voirie et

éclairage public, de recourir à un mécanisme de convention de prestations de services entre Grand Poitiers Communauté d'agglomération et les 27 communes membres ne bénéficiant pas encore de convention de prestation transitoire de services en matière de voirie et d'éclairage public.

Ces conventions permettent à Grand Poitiers de confier à chaque commune, sur son territoire communal, les missions liées aux compétences voirie et éclairage public.

Compte tenu de l'exercice différent des missions relatives à la voirie et à l'éclairage public au sein de chaque ancienne communauté de communes avec leurs communes respectives, 4 conventions de prestations transitoires sont proposées et traduisent les conditions de mise en œuvre opérationnelle et financière de ces prestations entre les communes et Grand Poitiers Communauté d'agglomération. Elles sont détaillées dans les projets de convention joints à la délibération.

Il est proposé aux membres du conseil municipal :

- d'accepter le recours à ces conventions de prestations de services transitoires entre Grand Poitiers Communauté d'agglomération et ses 27 communes membres jusqu'au 31 décembre 2017
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions, ainsi que tout autre document utile à venir.

Adopté

Délibération n° 8 du 24/02/2017 : Tarifs du camping

Monsieur le Maire indique qu'il convient de prendre une délibération sur les nouveaux tarifs du camping municipal qui ouvrira le 15 juin.

Proposition tarifs 2017

Camping :

Emplacement /jour : 7.20 €	Branchement électricité /jour : 3.50€
Adulte/jour : 2.50 €	Jeton de lessive : 3.00 €
Enfant (- 12 ans)/jour : 1.20 €	Garage mort : 6.80 €
Taxe de séjour : 0.20 € (part communale)	Caution adaptateur électrique : 25 €

Services :

Glace individuelle à l'eau : 1.00 €	Baguette de pain : 0.90 €
Glace individuelle fantaisie enfant : 1.50 €	Baguette tradition : 1.05 €
Glace individuelle à la crème <i>type bâtonnet</i> : 2.50 €	Pain : 1.10 €
Glace individuelle à la crème <i>type cornet</i> : 2.20 €	
Eau de 50 cl : 0.25 €	Croissant : 0.85 €
Canette de soda : 1.00 €	Pain au chocolat : 0.90 €
Bouteille soda 50 cl : 1.50 €	Chips (paquet individuel) : 0.75 €
	Gâteaux Biscuiterie de Lencloître : 4.50€

Après délibération, le conseil municipal adopte les tarifs 2017 qui seront applicables à compter du 1^{er} juin 2017.

Adopté

Questions diverses :

Monsieur Jean-Claude RICHARD fait remarquer que lors du conseil municipal du mois de mai 2016, il avait informé qu'un panneau constituait un danger devant l'ancien magasin Atlas. Monsieur le Maire lui répond qu'un courrier va être envoyé au propriétaire pour le faire enlever et souhaite lancer une réflexion sur l'instauration d'une taxe sur les friches industrielles.

Monsieur Jean-Claude RICHARD rappelle qu'il avait fait une demande de stop au lieu-dit Nouzières, il y a quelques mois et qu'à ce jour, celui-ci n'est toujours pas posé. La demande va être étudiée.

Monsieur Jean-Claude RICHARD propose que le muret de la place de la Grand'Cour soit nettoyé et repeint.

Monsieur Jean-Claude RICHARD informe le conseil que des riverains du Clos Belhoir se sont plaints de la prolifération des déjections canines. Monsieur le Maire lui répond qu'un arrêté vient d'être pris sur ce sujet.

- planning des permanences pour les élections présidentielles

Chaque élu, présent complète le planning.

- Instances communales

Monsieur le Maire fait un point sur la commission « personnel » du 23 février 2017 et sur la commission « finances » du 22 février.

Il présente un récapitulatif des travaux de recensement qui viennent de se terminer.

Il fait part au conseil de l'avancée des travaux sur le projet de lotissement des Bouleaux

Chaque maire-adjoint présente au conseil des travaux de sa commission

- Instances communautaires

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers.

- Le conseil municipal du 16 juin est décalé à 20 h 30

La séance est levée à 23 h 30